

Rachelle Vessey (2016), *Language and Canadian Media : Representations, Ideologies, Policies*, Londres, Palgrave Macmillan, xiv-281 p. [ISBN : 978-1-137-53000-4]

Wim Remysen

Numéro 6, automne 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1079145ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions de l'Université de Sherbrooke (ÉDUS)

ISSN

2369-6761 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Remysen, W. (2017). Compte rendu de [Rachelle Vessey (2016), *Language and Canadian Media : Representations, Ideologies, Policies*, Londres, Palgrave Macmillan, xiv-281 p. [ISBN : 978-1-137-53000-4]]. *Circula*, (6), 176–180.

© Wim Remysen, 2017



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Comptes rendus/Recensioni/Reseñas

Rachelle Vessey (2016), *Language and Canadian Media : Representations, Ideologies, Policies*, Londres, Palgrave Macmillan, xiv-281 p. [ISBN : 978-1-137-53000-4]

Wim Remysen, Université de Sherbrooke
wim . remysen @ usherbrooke . ca

L'objectif de cet ouvrage est « d'examiner et de comparer les idéologies linguistiques véhiculées dans les médias anglophones et francophones » (p. 3, ma traduction) au Canada. Comme le souligne l'auteure dans le chapitre liminaire (« Introduction », p. 1-26), les idées et croyances qui circulent à propos des langues officielles du pays tendent à différer considérablement dans les deux communautés linguistiques, ce qui n'est pas sans accentuer une certaine méconnaissance de part et d'autre. Dans l'ouvrage, les différents regards portés sur les questions de langue sont abordés à travers quatre études de cas. Celles-ci réunissent des données provenant aussi bien des médias écrits traditionnels (la presse imprimée) que des nouveaux médias (essentiellement les journaux diffusés en ligne ainsi que les médias sociaux).

Les études comparatives de ce genre sont peu communes au Canada, et ce, malgré les différences évidentes non seulement entre le contenu des médias anglophones et francophones, mais aussi entre les fondements idéologiques qui étayent plus largement leur couverture médiatique. La discussion entourant les médias canadiens présentée dans le chapitre 2 (« The Media in Canada », p. 27-57) attribue ces différences à principalement quatre facteurs : l'existence de deux auditoires (anglophones et francophones) distincts, l'affiliation des journalistes à deux associations (unilingues) distinctes, la concentration de la propriété des médias d'information et la quasi-absence de journaux diffusés à l'échelle du pays. Ces facteurs sont de nature à renforcer des systèmes de valeur différents et contribuent ainsi à consolider certaines idéologies, notamment en lien avec les questions de langue.

Pour mener ses études, Rachelle Vessey adopte une méthode originale, basée sur l'analyse discursive et croisée de corpus, ou « cross-linguistic corpus-assisted discourse studies » (p. 82), décrite plus en détail dans le chapitre 3 (« Approaches to Language Ideology », p. 59-96). L'analyse textuelle de corpus assistée par ordinateur est considérée comme un puissant outil qui permet de faire ressortir les normes discursives qui existent dans une communauté. Le lien entre ces normes et les idéologies linguistiques est évident : dans la mesure où certaines combinaisons de mots (collocations) véhiculent des relations sémantiques et évaluatives, leur reproduction en discours renforce et reproduit le système de valeurs et de jugements qui les sous-tend dans une communauté donnée. L'analyse

textuelle est par la suite complétée par le recours à des méthodes utilisées en analyse critique de discours, ce qui permet entre autres de faire ressortir comment certaines stratégies argumentatives déployées dans les médias reposent sur des idéologies récurrentes. En d'autres mots, les études de cas présentées dans l'ouvrage reposent sur des analyses à la fois quantitatives et qualitatives.

La première étude de cas, présentée dans le chapitre 4 (« Language Ideologies in Canadian Print Newspapers », p. 97-149), propose un inventaire des principales idéologies linguistiques qui apparaissent dans la presse écrite en anglais et en français au Canada, et ce, pendant une période qui n'a pas été marquée par des débats portant spécifiquement sur la langue. Des cinq idéologies identifiées (l'idéologie du monolinguisme, l'idéologie de la langue comme outil de communication, l'idéologie de la langue comme valeur culturelle et identitaire, l'idéologie du standard et l'idéologie de la langue en danger), seules les deux premières sont attestées dans la presse anglophone. Celle-ci accorde par ailleurs passablement moins d'attention aux questions à caractère linguistique que la presse francophone. L'exemple le plus frappant analysé par l'auteure concerne les dangers perçus dans la presse francophone face au déclin du français, préoccupation que la presse anglophone a tendance à minimiser.

Si, comme nous l'apprend le chapitre 4, le bilinguisme officiel du Canada n'est que très peu thématiqué dans les journaux à l'étude, il a tendance à refaire surface à certains moments clés, lorsque l'image bilingue du pays est malmenée. Le chapitre 5 analyse la couverture médiatique faite d'un de ces moments-clés, la tenue des Jeux olympiques d'hiver à Vancouver en février 2010 (« Language Ideologies in Online News and Commentary : The Case of the Vancouver Olympics », p. 151-174)¹. En effet, de nombreux politiciens, commentateurs et citoyens ont déploré à l'époque la place insuffisante accordée au français lors de la cérémonie d'ouverture. Le chapitre revient sur les articles publiés autour de ce débat dans les versions en ligne de deux journaux (*The Globe and Mail* et *Le Devoir*) et, surtout, sur les commentaires des lecteurs. L'auteure note que les presses francophone (unanime sur la place insuffisante du français) et anglophone (plus partagée), si elles ne jugent pas l'événement de la même façon, se rejoignent néanmoins sur un point : le débat sur la langue glisse généralement vers des considérations de nature politique, soit les relations Québec-Canada. La polarisation entre le Québec et le Canada est aussi omniprésente dans les commentaires des internautes, autant francophones qu'anglophones, les derniers affichant par ailleurs davantage d'émotivité que les premiers, selon l'analyse. Il se dégage en outre une représentation très inconsistante du bilinguisme canadien de l'ensemble des corpus à l'étude ; le mot peut évoquer à la fois « l'égalité (souhaitable ou non) des langues, le fait (légitime ou illégitime) de privilégier le français, ou encore la nature (vraie ou perçue) des langues officielles au Canada » (p. 171, ma traduction), ce qui suggère que le qualificatif *bilingue* pose problème, aux yeux de certains intervenants, pour caractériser le pays.

1. Le chapitre rappelle l'article de Susan DiGiacomo (1999) sur les débats linguistiques provoqués par la tenue des Jeux olympiques à Barcelone, en 1992.

Consacré aux réseaux sociaux, le chapitre 6 (« Language Ideologies and Twitter in Canada », p. 175-212) analyse la façon dont trois politiciens se représentent les langues officielles à travers les gazouillis transmis sur leur compte Twitter. Il s'agit plus particulièrement de Stephen Harper, Thomas Mulcair et Justin Trudeau, respectivement premier ministre du Canada, chef de l'opposition officielle et chef du Parti libéral du Canada au moment de la collecte de données (juillet 2014). L'analyse comprend aussi une série de gazouillis qui contiennent les mots-clics #cdnpoli et #polcan. Ces derniers accompagnent des messages à propos de la vie politique canadienne, publiés respectivement en anglais et en français. En règle générale, il n'y a que très peu de tweets faisant référence à des questions de langue, et lorsque c'est le cas, il s'agit toujours de considérations concernant le français et la francophonie. Ces messages sont d'ailleurs le plus souvent en français. Autre fait à noter, les gazouillis envoyés en français par les politiciens contiennent souvent des mots-clics anglophones alors que les messages en anglais sont en règle générale monolingues. Le caractère « anglo-normatif » qui oriente la plupart des gazouillis en anglais est aussi confirmé par le constat que certaines nouvelles en lien avec le fait français sont annoncées dans cette langue seulement (par exemple, lorsque certains politiciens soulignent seulement en français la Journée internationale de la Francophonie, même si leur compte est bilingue, rendant ainsi l'événement peu visible au public anglophone).

Le dernier chapitre analyse la couverture médiatique accordée à une nouvelle qui a fait le tour du monde en 2013 (« Language Ideologies in Online News, Commentary, and Twitter : The Case of "Pastagate" », p. 213-257). Connue sous le nom de « Pastagate », la controverse est survenue à la suite d'un avertissement adressé par l'Office québécois de la langue française (OQLF) à un restaurateur montréalais qui utilisait l'italien dans ses menus². La nouvelle a rapidement enflammé les médias traditionnels et les réseaux sociaux. Le corpus d'articles (parus dans des journaux canadiens, américains, britanniques et français), de commentaires et de gazouillis analysés par Vessey montre encore une fois un décalage entre les idéologies véhiculées dans les médias anglophones et francophones, non seulement au Canada, mais aussi à l'international. Les discours médiatiques en anglais insistent avant tout sur la dimension instrumentale des langues (et notamment sur la valeur de l'anglais comme langue internationale) et sur l'attitude défensive exagérée dans le monde francophone quand il est question de l'avenir de sa langue. Dans les médias et les commentaires en français, s'il y a généralement consensus sur la réaction exagérée de l'OQLF, la défense de la langue n'est pas négativement représentée, mais jugée souhaitable par plusieurs.

2. La couverture essentiellement négative de l'événement n'en cache pas moins une confusion à l'origine de l'intervention de l'OQLF : en effet, si le client s'était plaint d'avoir reçu un menu rédigé entièrement en anglais et en italien, et donc sans traduction en français, l'inspecteur a plutôt jugé problématique la prédominance de l'italien sur le menu bilingue, rédigé en français et en italien, qu'il avait lui-même reçu (Bourgault-Côté, 2013). En d'autres mots, la couverture médiatique n'a pas retenu l'absence du français à l'origine de la plainte, mais s'est plutôt concentrée sur la présence de mots italiens, d'où le nom de la controverse.

Language and Canadian Media illustre à merveille comment les idéologies linguistiques divergent dans les médias anglophones et francophones du pays, tant dans les médias traditionnels que dans les médias sociaux. Les idées à propos des langues officielles constituent, pour chaque groupe linguistique, un cadre de référence commun (« common frame of reference », p. 78), partagé par ses membres. Comme le signale fort à propos Rachelle Vessey dans la réflexion finale de son ouvrage (« Conclusions », p. 259-275), ces constats sont lourds de conséquence dans le domaine de la politique linguistique, a fortiori dans le cas de communautés linguistiques minoritaires. Devant les discours dominants partageant l'idée que la langue est avant tout un instrument de communication, il devient en effet toujours plus difficile de proposer des mesures destinées à la protection de leurs droits linguistiques.

Il faut saluer le choix fait par l'auteure d'étudier les idéologies linguistiques dans une perspective comparative et on peut souhaiter que d'autres chercheurs s'engagent dans cette voie. Les résultats proposés dans cet ouvrage reposent sur un travail d'analyse rigoureux qui combine en outre des méthodes tout à fait complémentaires. Il est vrai que la taille des divers corpus à l'étude, de l'aveu même de l'auteure (p. 270), est parfois limitée, mais il y a lieu de se demander si la multiplication des données aurait permis d'aboutir à d'autres résultats. À mon avis, l'absence la plus marquée dans l'ouvrage concerne le bilinguisme officiel du pays, qui ne fait l'objet d'aucune étude de cas ciblée. Or certaines observations ponctuelles faites par l'auteure suggèrent que le bilinguisme donne lieu à des discours médiatiques variés dont l'étude compléterait le portrait dressé ici. Les occasions ne manquent d'ailleurs pas, que l'on pense seulement aux débats à propos de la nomination de juges bilingues à la Cour suprême du Canada ou encore à l'application de la loi 101, une loi québécoise, aux organismes et entreprises de compétence fédérale au Québec. Une telle analyse permettrait notamment de réfléchir aux différences qui existent entre les discours (politiques) officiels et leur médiatisation à travers la presse et les réseaux sociaux.

Références

- Bourgault-Côté, Guillaume (2013), « Buonanotte : la plainte originale ne portait pas sur l'italien », *Le Devoir*, Montréal, 2 mars, p. A3. [Article disponible à <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/372332/buonanotte-la-plainte-originale-ne-portait-pas-sur-l-italien>, consulté le 23 novembre 2017.]
- DiGiacomo, Susan M. (1999), « Language Ideological Debates in an Olympic City : Barcelona 1992-1996 », dans Jan Blommaert (éd.), *Language Ideological Debates*, Berlin, Mouton de Gruyter, coll. « Language, power and social process, 2 », p. 105-142.